

Qu'est-ce que l'incivisme ?

PAR J.-R. RABIER

CITÉ, citoyen, civisme. L'étymologie n'est pourtant que d'un piètre secours, qui généralement confond ces deux formes d'attachement à la Cité, voisines mais cependant distinctes, que sont le civisme et le patriotisme¹. Sans jouer sur les mots ni pécher par excès de subtilité, nous savons d'expérience que la fidélité à la patrie, c'est-à-dire à un patrimoine reçu et transmissible de biens et de valeurs possédés en commun, ne coïncide pas nécessairement avec ce que nous tentons confusément de signifier lorsque, par exemple, nous réprouvons comme incivique l'attitude de ces citoyens intermittents, prodigues dans les grandes occasions de leur propre vie et du sang de leurs enfants, mais préoccupés dans la vie courante de se soustraire aux responsabilités politiques, à l'obéissance aux lois ou au poids de charges économiques.

M. André Siegfried ne nous met-il pas sur la voie en comparant les peuples qui savent *mourir* pour leur pays et ceux qui savent mieux *vivre* pour lui ?². Mais qu'est-ce que donc que vivre pour son pays ? C'est avant tout avoir conscience de ses obligations permanentes envers lui, et plus particulièrement envers ces hommes qui composent avec nous une même cité historique et envers les institutions qui assurent à chacun la sécurité nécessaire à la réalisation de sa vocation. Une analyse de la notion de civisme semble donc devoir être centrée sur ce qu'il y a de plus prochain, dans la double acception du mot, de plus quotidien, de plus banal, nous dirions presque de plus

1. Cf. *Littérature*. « Civisme : sentiments qui font le bon citoyen, attachement à la cité, à la patrie. »

2. *France, Angleterre, Etats-Unis, Canada*, Paris 1946, p. 118.

J.-R. RABIER

terre-à-terre, parmi les exigences de la vie en société : une fidélité sans exaltation, un dévouement habituel. « Le courage civique, dit Tristan Bernard, c'est quand il n'y a pas de danger. » Vertu difficile pour des Français.

Expliquer, en pareille matière, conduit toujours à privilégier certains facteurs. Dans cette zone encore peu explorée, particulièrement en France, l'analyse paraît devoir porter, d'une part, sur certains traits du caractère national, d'autre part sur l'influence qu'exercent l'idéologie dominante et l'organisation politique, économique et sociale sur le comportement des individus, enfin sur les accidents historiques qui rompent de temps à autre l'équilibre toujours instable des sociétés humaines.

L'incivisme et le caractère national.

L'opposition entre le civisme anglo-saxon et l'incivisme latin est trop classique pour que nous y insistions. Mais le cas de la France est particulier, en ce sens que les influences gréco-latines interfèrent chez elle avec celles qui sont venues de l'apport germanique et du vieux fond celtique. Il résulte de cette triple influence, en contre-partie de qualités certaines de vivacité intellectuelle, d'esprit d'indépendance, de sens pratique et de sérieux dans la gestion des affaires privées, un mélange surprenant d'instabilité, de clôture sur soi-même, de propension à tourner les règles et de mesquinerie, qui rendent le Français peut-être apte à se plier aux nécessités de l'action collective. « Sa nature ardente et mobile, écrivait le vieux Fouillée, ne sait pas s'ennuyer consciencieusement par respect du règlement¹. » M. André Siegfried intitulait une récente conférence : l'ingéniosité française². » Toute l'ambiguïté de notre caractère national est dans ces mots : sur le plan individuel et dans la vie privée, l'ingéniosité éclaire les aspects les plus enviables de notre comportement, mais sur le plan collectif et dans la vie publique, l'incivisme fleurit presque naturellement sur une certaine forme d'ingéniosité poussée trop loin.

Tel tu m'apparais donc, sans excès d'indulgence ni d'inutile rigueur, ô Français, mon frère : né malin et débrouillard, tu considères le droit à la fraude comme un attribut de ta

1. Alfred FOUILLÉE, *La France au point de vue moral* (Alcan, 7^e édition 1911, p. 12-13).

2. Conférence faite aux *Annales* le 26 novembre 1948.

QU'EST-CE QUE L'INCIVISME ?

personnalité et l'utilisation rationnelle du système D comme une marque d'intelligence ; épris d'égalité, tu acceptes volontiers les privilèges, à condition d'être admis à en bénéficier ; libéral par tempérament plus encore que par opinion, il t'arrivera de faire litière des libertés d'autrui si un principe (à quoi tu tiens par-dessus tout) t'apparaît en jeu ou si elles se manifestent sous forme d'une réglementation ; accueillant et aimable vis-à-vis d'autrui lorsqu'il s'agit d'idées et de conversation, tu te clos dans ta méfiance paysanne dès qu'il est question d'intérêt ; porté par goût vers la politique, envisagée comme un jeu d'opinions et une opposition de systèmes, tu n'en fais jamais, comme disait Robert de Jouvenel « la condition de ta vie », et tu fuis avec empressement les disciplines dont l'utilité ne te semble pas évidente, considérant l'État comme une puissance extérieure et hostile — jusqu'à ce qu'il soit devenu un instrument de prosélytisme ou une caisse de secours miraculeusement remplie par d'autres que toi-même. Car sur ce dernier point, tu participes plus que jamais à ce beau rêve dont parlait Péguy : « Ne pas payer, se soustraire aux justes répartitions des responsabilités économiques : rêve de tous les Français¹ ».

Cette tendance à l'incivisme, qui constitue une donnée fondamentale de la psychologie nationale, paraît s'être encore accentuée depuis un siècle et demi, sous le double effet de l'évolution de l'idéologie politique et des transformations du régime économique.

L'incivisme et l'idéologie dominante.

Il est en un sens exact de dire que le civisme — entendu dans son acception moderne — date de la Révolution française. S'il fallait à tout prix lui donner un acte de baptême, je choiserais cette fête de la Fédération qui vit, réunis à Paris autour de la famille royale et au pied de l'autel où officiait Mgr. de Talleyrand-Périgord, les délégués des quatre-vingt trois départements nouvellement créés. Mais, en France, cette forme d'attachement conscient, mais aussi affectif et sous maints aspects religieux à la Cité, où interféraient le loyalisme envers la Couronne, tel que le connaissent encore le Royaume-Uni et les monarchies du nord de l'Europe, le loyalisme envers la Constitution, dont témoignent les Suisses et les Américains, et

1. *Cahiers de la Quinzaine* (VII, 10, p. 60).

J.-R. RABIER

une profonde aspiration à la fraternité humaine, s'est rapidement dégradée en une conception rationaliste et individualiste des relations civiques.

Or, lorsque le civisme a ainsi été vidé de tout contenu affectif, lorsque lui a été ôté son fondement *religieux* (au sens étymologique du mot), il est comme dévitalisé, sclérosé ; s'il survit temporairement, peut-être avec des sursauts inattendus en face de périls communs, c'est à la surface des consciences humaines, risquant de s'effriter sous le déchaînement des opinions, des intérêts, des fantaisies et des frénésies de groupes ou d'individus. Ce que Fustel de Coulanges dit de la transformation du patriotisme municipal en Grèce et en Italie, aux II^e et III^e siècles avant notre ère, peut *mutatis mutandis* s'appliquer à ce phénomène de *désacralisation* du civisme au cours des cent cinquante dernières années :

« Comme le cœur ne s'attachait plus au prytanée, aux dieux protecteurs, au sol sacré, mais seulement aux institutions et aux lois, et que d'ailleurs celles-ci, dans l'état d'instabilité où toutes les cités se trouvèrent alors, changeaient fréquemment, le patriotisme devint un sentiment variable et inconsistant qui dépendit des circonstances et qui fut sujet aux mêmes fluctuations que le gouvernement lui-même. On n'aima sa patrie qu'autant qu'on aimait le régime politique qui y prévalait momentanément ; celui qui en trouvait les lois mauvaises n'avait plus rien qui l'attachât à elle. »

Mais, tandis que, dans l'empire romain, une organisation fortement hiérarchisée sur le plan politique comme sur le plan social vint assez rapidement se substituer à l'ancien régime municipal, la crise du civisme a été accentuée, en France, par l'abus du principe individualiste, l'indigence de la pensée politique et de l'éducation civique, la défaillance des classes dirigeantes.

Chaque individu, laissant libre cours à ses tendances impérialistes, développe son action sans souci des convenances d'autrui et des règlements qui les protègent : il y a un incivisme du papier hors la corbeille ou des pieds sur la banquette, comme il y a un incivisme de l'automobiliste envers le cycliste et du cycliste envers le piéton. Vis-à-vis de l'État, l'abus du principe individualiste se traduit de façon multiforme ; il incite en toutes circonstances à interpréter la loi dans le sens le plus favorable à nos propres opinions ou à nos propres intérêts, généralement sous le prétexte commode que l'autorité qui nous commande n'en est pas digne. Mais, comme le fait justement remarquer Benda,

1. *La Cité antique*. (Ed. Hachette, 1943, p. 433).

QU'EST-CE QUE L'INCIVISME ?

on a le sentiment que les citoyens qui se dérobent ainsi à leurs devoirs civiques — impôt à payer, vote à émettre ou réglementation à observer — ne s'y soumettraient pas de meilleur gré si l'autorité leur en paraissait digne : « C'est chez eux une loi de repousser l'autorité quelle qu'elle soit¹. »

Ce refus de l'autorité en tant que telle est précisément, en France, un trait fondamental de la pensée politique moderne. Née en insurrection contre les principes, les pratiques et les abus de l'Ancien Régime, bercée par une philosophie des harmonies spontanées et pieusement conservée par des classes dirigeantes et un personnel politique qui n'avaient ni goût, ni intérêt à proposer une révision des dogmes et des rites de l'idéologie nouvelle, cette pensée politique s'est employée avec persévérance — et, il faut le reconnaître, non sans succès — à ridiculiser le pouvoir, à amenuiser son rôle ou à refuser ses fonctions les plus fondamentales. Quels qu'aient pu être les prétextes et parfois les justifications d'un tel mouvement de pensée, dans un pays où la démocratie n'a jamais été unanimement acceptée, dans un monde où de dangereuses expériences totalitaires exerçaient sur beaucoup d'esprits leur pouvoir de séduction, il n'est pas douteux qu'il a contribué au développement de cet individualisme « agressif et doctrinal », à ce sentiment d'extranéité et d'hostilité des citoyens envers un État auquel ils refusent, d'un même mouvement, l'impôt et l'obéissance.

Les classes dirigeantes, notamment la grande bourgeoisie d'affaires, ne sont point sans responsabilité dans cette crise du civisme en France. Après avoir, pendant près d'un demi-siècle, cristallisé l'opposition aux principes de la Révolution française, sans faire l'effort qui eût été nécessaire pour les décanter et pour tenter une synthèse entre les valeurs traditionnelles, les aspirations populaires et les réformes qu'impliquaient les transformations du monde, elles ont fini, sinon par se rallier entièrement aux institutions nouvelles, du moins par en tirer dans leur intérêt exclusif le meilleur parti. Détentrices du pouvoir de fait, tantôt elles se désintéressèrent de la chose publique, comme pourrait le faire un directeur de théâtre qui se sait assuré de sa recette quelle que soit la pièce — drame ou comédie — que l'on joue sur le plateau ; tantôt elles intervinrent directement ou par personne interposée dans le jeu lui-même, mais c'était alors pour obtenir de l'État une garantie, des privilèges ou des profits

1. Julien BENDA, *La grande épreuve des démocraties*. Éditions de la Maison française, New-York 1942, p. 86.

J.-R. RABIER

supplémentaires, ou pour faire pression par tous moyens sur des gouvernements jugés trop révolutionnaires. Certes, il faut se garder, en portant un jugement global, des généralisations hâtives ; la bourgeoisie est loin de constituer un groupe social homogène, et les intérêts, les opinions, le comportement de certaines de ses fractions ont souvent été différents de ceux des grandes dynasties de l'industrie et de la banque. Mais un auteur aussi modéré, aussi imprégné de culture bourgeoise que M. André Siegfried, est obligé de reconnaître que, dans trop de circonstances, *la bourgeoisie en tant que classe, et notamment au point de vue fiscal, a déserté l'Etat, songeant à se défendre contre lui plutôt qu'à le défendre*¹.

L'avènement et l'expansion du régime capitaliste, auquel elles dûrent leur fortune et leur puissance, n'atténuent pas la responsabilité des classes dirigeantes, mais contribuent à expliquer la généralisation de l'incivisme.

L'incivisme et le régime économique.

Tout système économique est ordonné à la recherche du maximum d'utilité au moindre coût. Mais, avec le système capitaliste, cette recherche prend un caractère spécifique résultant de trois traits, fortement soulignés par Sombart ² :

1° Le capitalisme repose sur la recherche du plus grand *gain monétaire* possible ;

2° Le capitalisme coïncide avec une *rationalisation* de toute la vie sociale ;

3° Le capitalisme implique l'épanouissement, au point de vue matériel et au point de vue de la puissance, de chaque *agent économique individuel*, en concurrence, c'est-à-dire *en lutte, avec les autres agents économiques*.

Il en résulte, dans un régime capitaliste de style classique, une possibilité d'enrichissement individuel pratiquement illimitée ; l'élimination ou le rejet à un plan second des mobiles altruistes et des disciplines philosophiques, morales ou religieuses ; l'identi-

1. *Le Figaro*, 31 octobre 1944. Repris dans l'ouvrage *France, Angleterre, Etats-Unis, Canada*, Paris 1946, pp. 22-25.

2. Cf. François PERROUX : *L'Esprit du capitalisme*, in *Cours d'Economie Politique*, 4^e éd., t. I., pp. 564-579. (Domat-Montchrestien, 1944).

Voir aussi Maurice HALBWACHS : *Analyse des mobiles dominants qui orientent l'activité des individus dans la vie sociale*. (Institut de sociologie Solvay, Bruxelles 1938, tome I, pp. 105-112.)

QU'EST-CE QUE L'INCIVISME ?

fication pratique entre richesse acquise, puissance et considération sociales ; l'absence d'autres freins opposés à l'impérialisme individuel des possédants que la puissance du partenaire, une « morale » des affaires en vérité assez souple, un système juridique et un appareil politique soumis à la pression constante des intérêts des classes dominantes¹.

Que devient le civisme dans une telle Cité ? Parmi les buts qui peuvent être proposés aux activités humaines, la recherche d'un résultat matériel, quantifiable, divisible, susceptible d'être privativement approprié par chacun, est certainement celui qui a la moindre valeur d'intégration².

Si, de plus, les citoyens des classes les moins favorisées ont, non seulement le spectacle des agissements égoïstes et parfois frauduleux des classes dirigeantes et de leur impunité presque complète, mais aussi l'expérience directe d'en être, en tant qu'individu (concurrent, fournisseur, salarié, consommateur) ou en tant que citoyen, la victime, ce serait hypocrisie ou naïveté que d'attendre de leur part un civisme dont l'exemple ne leur a point été donné et qui constituerait alors une limitation unilatérale de leurs moyens d'autodéfense, et, à la limite, une renonciation à leur droit à la vie.

Mais le régime capitaliste évolue. A mesure qu'il se transforme dans le sens d'une concentration de la puissance économique et d'une intervention de l'État dans le fonctionnement de l'économie, de deux choses l'une : ou bien les classes possédantes s'efforcent de garder, sous le couvert du dirigisme, le contrôle de l'activité économique, et ainsi d'augmenter leurs profits en diminuant leurs risques — serait-ce au détriment du reste de la nation ; ou bien, si l'État montre des velléités d'indépendance et tente de frapper le capitalisme en ses points stratégiques (statut de la propriété des moyens de production, formation et distribution des revenus, etc.), alors les privilégiés, se sentant menacés, font ouvertement sécession et cherchent dans un incivisme virulent le moyen d'une défense prétendue légitime, entraînant

1. L'expansion du capitalisme, note SOREL dans ses *Réflexions sur la violence*, a créé une indulgence extraordinaire pour tous les délits de ruse : « La déclaration royale du 5 août 1725 punissait de mort le banqueroutier frauduleux ; on ne peut rien imaginer qui soit plus éloigné de nos mœurs actuelles ! Nous sommes aujourd'hui disposés à croire que les délits de ce genre ne peuvent être généralement commis que grâce à une imprudence des victimes et qu'ils ne méritent que par exception des peines afflictives ; et encore nous contentons-nous de peines légères. » (8^e éd., Rivière 1936, p. 290.)

2. Cf. FERROUX, *Communauté*, Paris 1942, p. 56.

J.-R. RABIER

dans leur sillage toute une clientèle de petits bourgeois du commerce, de la paysannerie et des professions libérales.

Déterminé par certains traits du caractère national, accentué par l'idéologie régnante et par le fonctionnement du système capitaliste, l'incivisme connaît des variations d'amplitude et d'intensité selon les accidents historiques (révolutions, crises, guerres) qui perturbent temporairement la vie des sociétés.

L'incivisme et les accidents de l'histoire.

Toujours, dans le passé, les grandes perturbations historiques ont ébranlé les consciences et rompu les liens sociaux : règne de Charles VI, guerres de religion, misères de la Fronde, désordre financier et pourriture morale de la fin du règne de Louis XIV, crise du Directoire, prospérité factice des années qui ont suivi l'autre guerre¹. Est-il besoin de faire référence à une période plus récente et de décrire la vague d'incivisme qui s'est développée, en France, sous l'effet de l'occupation étrangère, du marché noir, de la politique de collaboration et de la résistance opposée au gouvernement de Vichy ? Au cours de ces dernières années, les Français ont eu constamment la tentation et parfois le devoir de désobéir à la loi, de critiquer les pouvoirs publics, de s'opposer à l'État dans une lutte quotidienne, de le combattre par tous les moyens, et parfois de voir dans l'adversaire politique un étranger et un ennemi².

Depuis la Libération, cette décomposition civique de la France s'est poursuivie à un rythme accéléré. A cela plusieurs causes : l'échec politique de la Résistance ; les erreurs et les scandales, par excès comme par défaut, de l'épuration ; l'impuissance et l'incohérence des gouvernements qui se sont succédé et qui ont laissé se déchaîner l'inflation, avec son cortège de misères et d'injustices.

L'influence de ce dernier facteur ne saurait être trop soulignée, dans un pays où chaque citoyen possède, ancré au plus profond de lui-même, le sens terrien de l'épargne.

Comme l'écrivait Giraudoux avant cette guerre : « Les avatars de la monnaie font que le profiteur le plus avéré semble

1. Cf. la communication de M. Joseph HOURS, *Etat présent de la communauté française* à la Semaine sociale de Strasbourg. Compte rendu 1946, p. 83.

2. Cf. Roger-E. LACOMBE : *La crise de la Démocratie*. (Presses Universitaires 1948, p. 130.)

QU'EST-CE QUE L'INCIVISME ?

voler par condescendance et ne commet, en tout cas, pas le même méfait que vis-à-vis d'une monnaie saine et loyale. C'est l'argent qui a commencé, voilà leur devise.¹ »

Or nous sommes depuis trente ans dans l'inflation. La politique économique suivie depuis l'autre guerre — et plus particulièrement depuis la Libération — a essentiellement consisté à faire vivre la France sur le pied d'une grande nation sans oser lui avouer que, dans ce domaine, elle ne l'était plus, et sans lui fournir les moyens de le redevenir. Politique de facilité, dont la recette est de donner à tous sans reprendre à personne ; politique de velléité annulant le lendemain la décision qui vient d'être prise ; politique des « yeux mi-clos », selon le mot désormais historique ; dirigisme sans direction ; information sans statistique ; contrôle sans contrôleurs. Nous avons connu tout cela, et nous en apprécions chaque jour le résultat, dans le domaine économique et dans l'ordre psychologique. L'inefficacité de l'autorité publique, cette série de maladresses, d'erreurs techniques, d'injustices et d'abus de confiance ont fortement contribué à tuer le civisme, justifiant les tendances antiétatiques des bénéficiaires de l'inflation et augmentant la démoralisation de ses victimes. Pour ne citer qu'un exemple, on ne saurait exagérer le caractère démoralisant du fait que, par l'action combinée de la dépréciation monétaire et de la baisse des cours en bourse, les épargnants qui avaient répondu en masse à l'appel patriotique de l'emprunt de la Libération sont pratiquement ruinés, alors que, dans le même temps, ceux qui avaient investi leurs avoirs en or et en devises ont été pratiquement amnistiés après fortune faite.

« Il y a deux genres de corruption, remarquait déjà Montesquieu : l'une lorsque le peuple n'observe pas les lois, l'autre lorsqu'il est corrompu par les lois.² »

Ces deux causes ont, en France, constamment interféré depuis quelques années.



La méfiance et la peur semblent les deux dominantes de la psychologie actuelle du peuple français. Méfiance envers une monnaie dont la valeur s'amenuise chaque jour entre les mains du travailleur et de l'épargnant ; méfiance d'individu à individu, de famille à famille, de classe à classe, fondée sur de récents

1. *Pleins pouvoirs*. (Gallimard, 1939, p. 200).

2. *De l'Esprit des lois*, VI, 12.

J.-R. RABIER

souvenirs ou d'actuels comportements ; méfiance envers l'État, cette machine immense, compliquée, routinière, inhumaine qui, pour parler comme Hugo, « ne peut se mouvoir sans écraser quelqu'un ». Et la peur : peur du mouvement, peur de la vie, peur de l'avenir, peur d'être dupes, peut-être peur de nous-mêmes. *Attention ! A quoi bon !* ces mots des peuples résignés sont sur toutes les bouches. Pourquoi travailler ? Pourquoi construire ? Pourquoi exporter ?

Et de fait, pourquoi ? Toutes les valeurs auxquelles les Français se sont dévoués au cours des dernières années n'ont amené que déceptions. « Ce qui démoralise le plus les hommes dans les longues révolutions, écrivait Tocqueville, ce sont bien moins les fautes et mêmes les crimes qu'ils commettent dans l'ardeur de leurs croyances ou de leurs passions, que le mépris dans lequel ils finissent quelquefois par prendre cette même croyance, ou ces mêmes passions qui les ont fait agir, quand fatigués, désenchantés, déçus, ils se tournent aussi contre eux-mêmes et trouvent qu'ils ont été puérils dans leurs espérances, ridicules dans leur enthousiasme et surtout dans leur dévouement. »¹

Dans cette Cité défaite, quel grand dessein historique redonnera donc, avec un peu d'espoir, une utilité et une signification à nos tâches quotidiennes et à nos moindres vertus ?

Jacques-René RABIER.

1. *De la démocratie en Amérique*, p. 76.